

“La Russie a interdit à un industriel de reprendre le site de Caterpillar”

Portrait

Homme de terrain, mû par l'intérêt public

Son diplôme de droit en poche, Renaud Witmeur a tout d'abord travaillé comme avocat pendant près de sept ans au sein du cabinet Lyttendaële&Gerard. Dès 2000, il devient un des plus proches collaborateurs du socialiste Rudy Demotte, comme chef de cabinet puis secrétaire du gouvernement wallon et de la Fédération Wallonie-Bruxelles. C'est en juin 2013 que le quadragénaire est nommé président du comité de direction de la Sogepa. Cet organe est un fonds d'investissement créé en 1984, véritable bras financier de la Région wallonne, qui gère le produit de la vente de Cockerill Sambre au groupe Usinor en 1998. La Sogepa soutient le développement économique et social de la Wallonie.

Renaud Witmeur est un homme volubile qui semble passionné par son travail au sein de la Sogepa. Il ne l'exerce pas de loin, de son bureau de Liège, mais bien sur le terrain, dans les entreprises et auprès des candidats repreneurs. L'aspect purement financier de son travail l'intéresse bien moins que la mission d'intérêt public de la Sogepa, dit-il.

Bilan

174 missions dans des entreprises

En 2016, la Sogepa a pris des décisions d'investissement en capital et en prêt pour un montant total de 98,7 millions d'euros. Ces investissements ont concerné 39 entreprises. Au total, pour cet exercice, les montants libérés s'élevaient à 122,7 millions dans 49 sociétés, dont 24 dans lesquelles la Sogepa n'avait pas investi auparavant. Au 31 décembre 2016, la Sogepa assurait 174 missions dans des entreprises dont 137 dossiers en mission déléguée dans des sociétés en redéploiement, pour des interventions financières (via des prêts ou des prises de participation), 10 dossiers sidérurgiques (sur fonds propres), ainsi que 6 investissements dans des PME et 21 missions d'intérêt management.

La Sogepa développe aussi des projets de reconversion d'anciens sites industriels (en collaboration avec les acteurs régionaux et locaux) qui représentent une surface de l'ordre de 450 hectares de terrains et 200 millions de projets d'investissements. Parmi ceux-ci, les sites des anciennes forges de Clabecq, de Caterpillar Gosselies, Carsid Charleroi, Duferco, Longtain, et bientôt le site de Durobor à Soignies.



Renaud Witmeur, ex-chef de cabinet de Rudy Demotte, est à la tête de la Sogepa depuis 2013.

Entreprises

- Renaud Witmeur, le patron de la Sogepa, fait le bilan 2016 des dossiers portés par son institution.
- Il livre sa vision sur l'économie wallonne, présente et future.
- Ce socialiste ne semble pas inquiet du changement de majorité au gouvernement wallon. Entretien.

Dossier réalisé par Isabelle Lemaire

“La Wallonie a des handicaps qu'il faut régler plus vite et plus fort : le niveau de taxation global (communal, régional et fédéral) et aussi le coût de l'énergie, sur lequel la Région wallonne a des leviers de décision.”

Renaud Witmeur

La Sogepa finance beaucoup de projets entrepreneuriaux. Est-ce le signe que le secteur privé ne joue plus son rôle d'investisseur ?

Quand nous intervenons, en règle générale, c'est aux côtés du privé, qui prend toujours un risque au minimum équivalent au nôtre. L'investisseur privé voit donc qu'il n'est pas le seul à croire dans le projet.

La Wallonie est-elle attractive pour les investisseurs ?

Dans les dossiers industriels, il n'y a plus d'investisseurs belges et wallons, ce sont des étrangers qui nous contactent. La Wallonie a beaucoup d'atouts (situation, main-d'œuvre, bon climat social) mais un de ses problèmes, c'est qu'elle n'est pas assez connue.

Que faudrait-il faire pour accroître sa notoriété ?

De grands événements, comme le Grand prix de Spa-Francorchamps, la Foire de Libramont, qui sont des vitrines. Mais il y a toujours des gens qui contestent la Formule 1, par exemple, en raisonnant en fonction de leurs goûts personnels.

Un dossier dans lequel la Sogepa est impliquée, c'est la fermeture de Caterpillar Gosselies. Est-ce le signe que l'industrie lourde n'a plus d'avenir en Wallonie ?

On a tous été pris par surprise. C'est un tel échec et un tel drame pour nous. Une multinationale qui préfère effacer de ses comptes probablement 500 ou 600 millions d'euros pour quitter la Wallonie, c'est interpellant. Le nouveau gouvernement wallon a mis la politique industrielle dans ses priorités. Il y a des handicaps qu'il faut régler plus vite et plus fort : le niveau de taxation global(communal, régional et fé-

déral) et aussi le coût de l'énergie, sur lequel la Région wallonne a des leviers de décision.

Où en est-on au niveau de la recherche de repreneurs pour le site de Gosselies ?

Le projet du fabricant russe de machines agricoles est totalement en suspens. Il nous a fait savoir qu'il n'avait pas eu les accords de la Russie pour poursuivre. On a reçu deux marques d'intérêts de gros opérateurs industriels et l'un de ces deux projets devrait aboutir. Pour l'autre, il est trop tôt pour le dire. L'intercommunale locale Igrétec s'occupe des contacts avec de plus petites structures. Le site de Caterpillar sera probablement divisé en quatre. La Sogepa travaille avec Igrétec à la création d'un outil de gestion commun du site, afin que sa reprise ne devienne pas concurrente des projets d'occupation des zonings du bassin de Charleroi.

La reprise de la papeterie Idem Papers à Ittre n'a pas l'air bien engagée...

Cela fait trois ans que l'on cherche un repreneur. Le curateur est encore en lien avec un industriel suédois, qui s'est manifesté très tard et qui propose une production de papier auto-copiant. Ce marché, qui était la spécialité d'Idem Papers, n'a pas l'air très en croissance...L'objectif du curateur est d'y voir clair fin août pour juger du sérieux de cette piste. Si le projet

est crédible, il faudra un document formellement engageant au plus tard pour la fin septembre. En parallèle, on prépare déjà l'éventuelle reconversion du site. La Sogepa est créancière hypothécaire de l'entreprise. On réfléchit donc à faire une offre d'acquisition du terrain. Et on travaillerait avec des acteurs locaux à un projet de reconversion.

“La Wallonie a beaucoup d'atouts (situation, main-d'œuvre, bon climat social) mais un de ses problèmes, c'est qu'elle n'est pas assez connue.”

Renaud Witmeur

Afin d'y remédier, le patron de la Sogepa estime qu'il faut organiser de grands événements.

Un mot sur les 211 millions d'euros des aides octroyées à Duferco par la filiale FSIH de la Sogepa, entre 2006 et 2011. Elles ont été requittées par l'Europe en aides d'Etat et Duferco doit rembourser cette somme. L'entreprise a-t-elle introduit un recours ?

Un recours a bien été introduit par Duferco et la date d'audience des plaidoiries sera prochainement fixée. La Sogepa est chargée de veiller, dans la plus grande transparence, au respect de la décision de la Commission européenne. La holding centrale et les trois sociétés de Duferco étaient concernées. Cinquante millions d'euros ont été versés sur des comptes bloqués et deux des quatre sociétés sont en cours de liquidation et devraient être entièrement dissoutes d'ici la fin de l'année, ce qui conduira au respect de la décision de la Commission européenne et à la clôture du contentieux. Dès que ce sera le cas, la Sogepa supprimera la FSIH. Et depuis cette affaire, grâce à un screening de tous nos dossiers d'aide financière, nous nous sommes prémunis contre ce genre de couacs.

“Entre Pierre-Yves Jeholet et moi, il y a une affirmation de loyauté réciproque”

La Wallonie a changé de majorité politique, en excluant le PS. Vous êtes étiqueté socialiste. Craignez-vous des rapports moins évidents avec le nouveau ministre libéral de l'Economie qu'avec son prédécesseur Jean-Claude Marcourt ?

J'ai eu rapidement des contacts très constructifs avec le gouvernement et une longue réunion avec Pierre-Yves Jeholet lundi dernier. Des deux côtés de la table, il y avait une affirmation de loyauté réciproque. On se connaît mal mais on s'est juré de travailler en confiance. Je pense qu'il veut que les outils fonctionnent bien, malgré cette transition politique. Il m'a dit souhaiter s'appuyer sur nous et même plus que son

prédécesseur. J'avais une complexité avec Jean-Claude Marcourt qui n'existe pas aujourd'hui avec Pierre-Yves Jeholet mais je vais essayer de fonctionner de la même manière avec lui, la Sogepa étant l'outil le plus lié au gouvernement. Il faut donc que le courant passe.

Le gouvernement wallon veut fusionner certains organismes d'intérêt public (Sogepa, Sowalfin, SRIW...). Un commentaire ?

On en parle depuis plusieurs années. Il est donc logique que le nouveau ministre s'empare du dossier et il est clair que la décision appartient à l'action-

naire qu'est la Région wallonne. L'essentiel est que les outils puissent servir au mieux les intérêts des entreprises et du développement économique. L'enjeu de ce débat est donc important et positif car cela permet de se reposer la question des priorités dans un contexte où le développement économique est, à mes yeux, la priorité absolue.

Philippe Buelen, épinglé pour son cumul de mandats publics confortablement rémunérés, a démissionné de son poste de directeur de la Sogepa, où il reste premier vice-président du comité de direction, avec un salaire annuel brut de plus de 300 000 euros. Pourquoi ?

Il a été engagé à la Sogepa en 2009. A l'époque, il n'y avait pas de règles crétales sur les salaires. En 2016, le gouvernement wallon a plafonné les contrats futurs à 302 500 euros, indéfinissables. Cette règle ne s'appliquait pas aux contrats de travail en cours. Le salaire de Philippe Buelen était supérieur au montant maximum. Sur base volontaire, nous avons modifié son contrat pour faire correspondre sa rémunération au plafond légal. Depuis 2014, il était détaché comme chef de cabinet de Maxime Prévot (ministre CDH, Ndlr). Son détachement ayant pris fin, il est revenu travailler à la Sogepa, animé de bonnes intentions.